



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



GRAND
AVIGNON

APPEL A PROJETS FEDER

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*

FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

[OS5 – Os 5.1]

« Réduire les inégalités dans les quartiers politique de la ville »

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

Codification E-synergie :

Territoire :	<i>Région SUD</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets :	<i>158-1- Réduire les inégalités dans les QPV - ITI GA 2025</i>
Codification :	PR05 - RSO5.1_GA : Volet urbain Grand Avignon
Service Guichet :	Service Feder Territorial

TABLE DES MATIERES

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS	3
2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	4
➤ 2.1 Lieu de réalisation	4
➤ 2.2 Bénéficiaire.....	4
➤ 2.3 Catégories d'actions	5
➤ 2.4 Date de démarrage de l'opération	6
➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat	6
➤ 2.6 Critères environnementaux.....	7
3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES	7
4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE.....	8
5. CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS	8
6. INDICATEURS	9
7. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS	9
Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le guide du candidat.9	
➤ 7.1 Portail e-Synergie	9
➤ 7.2 Composition du dossier de candidature	9
➤ 7.3 Contacts et renseignements.....	10
➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature	10
8. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS.....	10
9. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	11
10. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	11
➤ 10.1 Respect de la confidentialité	11
➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel	12
ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION.....	13
ANNEXE 2 RELATIVE AU PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	14
ANNEXE 3 RELATIVE AUX INDICATEURS.....	15

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027.

A ce titre, elle s'est engagée à soutenir le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif dans les zones urbaines par le biais d'un volet spécifique du fonds européen de développement régional (FEDER), rattaché à l'Objectif Stratégique 5 « une Europe plus proche des citoyens ».

La mise en œuvre opérationnelle de cette thématique s'effectue via des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI), soit les quatre principales agglomérations du territoire régional : Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP), Métropole Nice Côte d'Azur (NCA), Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon (GA).

Les 4 ITI par le biais d'une stratégie urbaine intégrée en faveur des quartiers urbains prioritaires vont intervenir dans les domaines suivants :

Mesure 1 : Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base

Mesure 2 : Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines (*mesure non ouverte au titre de cet appel*)

Mesure 3 : Soutien au développement de l'activité économique

Le présent appel à projets concerne la mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée de **la Communauté d'agglomération du Grand Avignon**, mise à jour suite à l'entrée en vigueur en janvier 2024 de l'actualisation de la géographie politique de la ville.

Le territoire concerné est présenté en annexe 2 du présent appel à projets.

La stratégie urbaine intégrée de **la Communauté d'agglomération du Grand Avignon** est, quant à elle, consultable sur le site : <https://www.grandavignon.fr/>

La Stratégie urbaine intégrée du Grand Avignon propose de consacrer son Investissement territorial intégré en complément des deux contrats-cadres « Contrat de ville » d'une part, « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain » d'autre part. Les fonds européens FEDER

mobilisés au titre de cet ITI constitueront ainsi un véritable « effet levier » qui complétera les efforts financiers nationaux engagés sur quelques projets structurants inscrits et/ou à programmer dans le cadre de ces deux contrats.

2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 2.1 Lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée dans les quartiers politique de la ville et leur périmètre adjacent de 300 mètres, présents sur le territoire de l'ITI (cf. liste des quartiers éligibles présentée en annexe 2).

➤ 2.2 Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles :

- Les collectivités territoriales et les établissements publics
- Les bailleurs sociaux
- Les associations et les fondations

Capacité financière du bénéficiaire¹ :

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée. Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Opération collaborative :

Le montage en opération collaborative² (opération de coopération entre un chef de file et d'autres partenaires de la subvention) est exclu.

¹ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

² Article 2 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

➤ 2.3 Catégories d'actions

Les actions soutenues sont les suivantes :

MESURE 1 : Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base

***Finalité** = Résorber le déficit d'équipements de proximité et de services de base pour mieux accompagner les parcours d'insertion, d'éducation, de santé et d'accès aux droits des habitants*

La mise en œuvre de la mesure 1 s'effectue dans le cadre d'intervention ci-dessous :

1 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de proximité à vocation éducative, sanitaire, sportive, socioculturelle et sociale et structures d'information et d'accès aux droits contribuant à l'inclusion des populations en difficulté, et plus largement, de l'ensemble des habitants des quartiers dégradés.	Types de projets : centres sociaux, centres d'accès aux droits, équipements sportifs/socioculturels de quartier, maisons de service public, maisons d'accueil de victimes, établissements d'insertion sociale/professionnelle... <i>Les projets de piscine ne sont pas éligibles</i>
2 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de santé contribuant au développement de l'offre de santé de proximité et à la lutte contre les déserts médicaux en milieu urbain	Types de projets : maisons de santé/centres de santé pluri-professionnels.
3 : Construction/Extension/Réhabilitation d'infrastructures petite enfance	Types de projets : crèches, haltes garderies...

MESURE 2 : Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines

Mesure non ouverte au titre de cet appel

MESURE 3 : Soutien au développement de l'activité économique

***Finalité** = (Re)Créer de la mixité fonctionnelle nécessaire en termes d'attractivité et de création d'emplois de proximité pour les habitants*

La mise en œuvre de la mesure 3 s'effectue dans le cadre d'intervention ci-dessous :

1 : Création/Extension/Réhabilitation d'infrastructures de proximité à vocation économique inscrites dans l'écosystème local	Types de projets : tiers lieux, espaces de coworking...
---	--

2 : Rénovation/réhabilitation de locaux commerciaux en pieds d'immeubles, de cellules commerciales existantes	Types de projets : Réhabilitation et traitement de la vacance commerciale, restructuration des polarités commerciales de quartier
3 : Soutien aux investissements des infrastructures de l'économie sociale et solidaire et de l'insertion par l'activité économique (moyens et surfaces de production)	Types de projets : investissements en matériel/surfaces de production des structures de l'ESS/IAE

➤ 2.4 Date de démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis au principe d'incitativité en application de la réglementation des aides d'Etat et qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que : soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ; soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ; soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

➤ 2.6 Critères environnementaux

Dans le respect des articles 9 et 73 du RPDC et afin de sélectionner des projets respectueux de l'environnement, l'Autorité de gestion doit évaluer les incidences environnementales des projets d'investissements de l'appel à projets.



Pour cela le bénéficiaire doit :

- compléter l'annexe prévue à cet effet et fournir les pièces justificatives probantes dans le dossier de demande de subvention,
- **être accompagné d'une maîtrise d'œuvre externe**, au plus tard au moment de l'étude du dossier par le service instructeur.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- rattachables au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées HT.

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1er janvier 2021, date règlementaire de début d'éligibilité des dépenses, et le 30 juin 2029, date limite de fin d'éligibilité des dépenses fixée par l'Autorité de gestion.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels et/ou d'options de coûts simplifiés (coût unitaire, taux forfaitaire ou montant forfaitaire). En effet, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel : travaux de construction et d'aménagement
- Dépenses de prestations externes : honoraires de maîtrise d'œuvre relatifs à la réalisation du projet
- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 7 % des coûts directs (art 54 a)

- Frais de personnel – taux forfaitaire max de 20 % des coûts directs autres que les frais de personnel directs (art 55.1)

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens³ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE

- Taux minimum FEDER : 40% du coût total éligible
- Taux maximum FEDER : 60% du coût total éligible
- Montant minimum d'aide FEDER : 60 000€ pour les porteurs privés et 180 000€ pour les porteurs publics
- Montant maximum d'aide FEDER : 650 000€
- Enveloppe estimative FEDER réservée à cet appel à projets : 800 000€

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion applique un taux de cofinancement FEDER qui dépend notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet ;
- De la réglementation sur les aides d'Etat ;
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales des dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'Autorité de gestion déclarera irrecevables les projets dont le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne minimum ne sera pas respecté.

De même, à l'issue de l'instruction, seront présentés avec un avis défavorable au CRP les projets dont le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne minimum ne serait plus respecté. Enfin, également à l'issue de l'instruction, l'Autorité de gestion plafonnera si besoin le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne maximum pour les projets dépassant les montants et taux d'intervention indiqués ci-dessus.

5. CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets répondant aux critères d'éligibilité des opérations seront sélectionnés au regard des critères de sélection détaillés en annexe 1 de cet appel et selon les modalités décrites dans le guide du candidat.

³ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'annexe 3 du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'annexe 2 « Description détaillée du projet ».

6. INDICATEURS

Les projets soutenus par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants :

- RCO74 : Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré
- RCO75 : Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien
- ISO51 : Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou à des activités économiques de proximité
- ISR51 : Capacité maximale d'accueil des infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services sanitaires et sociaux

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide mais également lors des demandes de paiement.

Les informations relatives aux indicateurs sont détaillées en annexe 3 de cet appel.

7. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

➤ 7.1 Portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

➤ 7.2 Composition du dossier de candidature

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents disponibles à cette adresse : [Documents clés 2021-2027 - Europe en Région Sud \(mareregionsud.fr\)](#)

➤ 7.3 Contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez contacter :

Michaël LAPOIRIERE Chargé de mission Politiques contractuelles

Communauté d'agglomération du Grand Avignon

michael.lapoiriere@grandavignon.fr

➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature

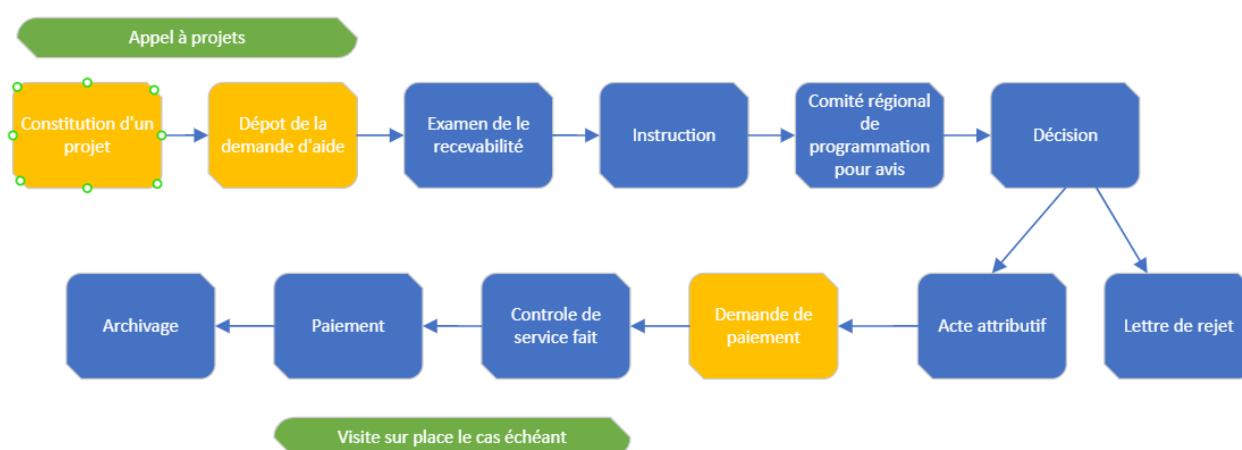
Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable s'il est déposé dans le calendrier d'ouverture de l'appel à projets, daté et signé par une personne habilitée dont délégation et/ou pouvoir devront être justifiés par tout moyen et s'il respecte les termes du point 4 du présent appel à projets.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le Comité régional de programmation.

8. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de recevabilité, de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le [guide du candidat](#).



L’instruction des dossiers présentés dans le cadre de l’ITI se fait en deux temps :

- dans un premier temps, l’autorité de gestion procède à l’examen de la conformité de la demande de subvention européenne à l’ensemble des critères d’éligibilité fixés dans l’appel à projets. Le constat du non-respect d’un de ces critères d’éligibilité entraîne l’arrêt de l’instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.
- dans un deuxième temps, les dossiers répondant aux critères d’éligibilité font l’objet de l’évaluation du projet au regard des critères de sélection par l’autorité urbaine.

La proposition de classement et de sélection des dossiers est soumise au Comité de sélection de l’ITI.

Après signature de l’acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l’autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- d’une avance : sous réserve de l’avis favorable de l’autorité de gestion, **aux porteurs privés uniquement**, et dans la limite de 30 % du montant FEDER programmé. L’avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants.
- d’un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d’un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

9. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l’acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entrainera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d’inéligibilité de l’opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

10. OBLIGATIONS DE L’AUTORITE DE GESTION

➤ 10.1 Respect de la confidentialité

L’Autorité de gestion s’engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l’objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ **10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION

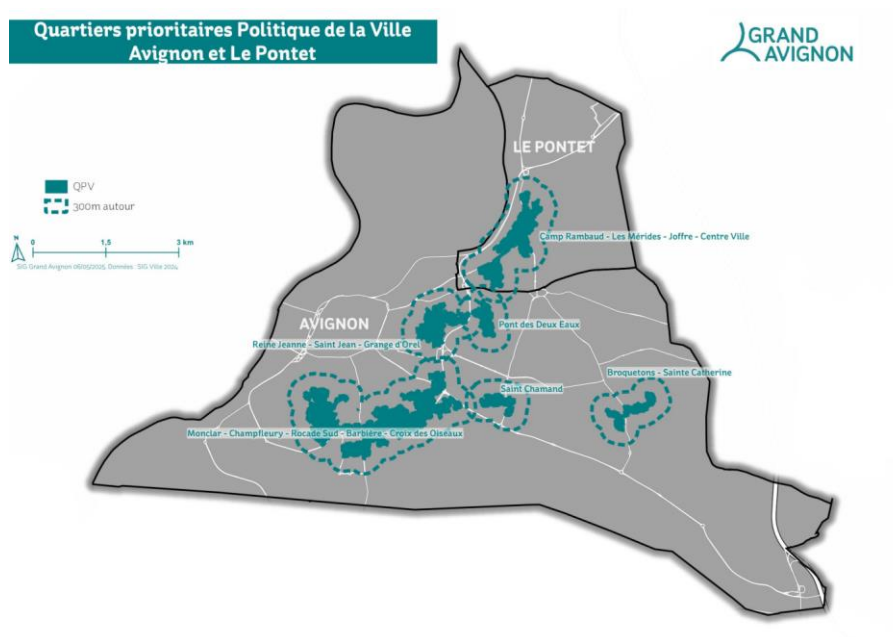
Blocs de critères	Note/20	Critères communs présentés en comité de suivi	Note/20	Eléments communs d'appréciation de ces critères	Note/20
I QUALITE	12	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	4	Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis	2
				Intégration du projet dans une démarche territoriale complémentaire à la stratégie urbaine intégrée de l'ITI	1
				Dimension partenariale	1
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité technique	2
				Maturité financière	1
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	4	Caractère structurant et plus-value du projet sur le territoire au regard de la stratégie urbaine intégrée de l'ITI	3
				Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen	1
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux	1	Au sein de la structure, prise en compte : - des enjeux du développement durable - du respect des principes de l'égalité Homme-Femme - du respect de non-discrimination	1
II PERFORMANCE	8	Capacité administrative du porteur	1	Moyens humains (interne/ou externe) dédiés au pilotage et suivi du projet et à la gestion du dossier européen : référent technique, référent administratif et financier, référent marchés publics, consultant extérieur, ...	1
		Performance financière du projet	5	Potentiel de certification des dépenses du projet : simplicité du plan de financement (nombre de cofinanceurs, assiettes éligibles identiques...)	2
				Achèvement de l'opération / cadre de performance	2
				Contribution à la bonne exécution de la maquette financière	1
		Contribution du projet aux indicateurs du PO	2	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du PO : RCO74 - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement urbain RCO114 - Espace ouvert créé ou réhabilité en zone urbaine ISO51 - Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou des équipements collectifs	2
TOTAL			20		20

ANNEXE 2 RELATIVE AU PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

La stratégie urbaine intégrée développée par le Grand Avignon dans le cadre du programme opérationnel 2021-2027 porte, essentiellement, sur les quartiers prioritaires de la politique de ville. Les quartiers adjacents* à ceux-ci pourront également accueillir des projets financés dans le cadre du PO 2021-2027 sous réserve qu'ils bénéficient à des habitants des quartiers prioritaires.

Six quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) identifiés pour le territoire du Grand Avignon :

- Cinq à Avignon, les trois premiers ci-après étant également identifiés au titre de la géographie relevant du Projet de renouvellement urbain :
 - Quartiers Monclar - Champfleury - Rocade Sud - Barbière - Croix des Oiseaux
 - Quartiers Reine Jeanne - Saint Jean - Grange d'Orel
 - Quartier Saint Chamand
 - Quartiers Broquetons - Sainte Catherine
 - Quartier Pont des Deux Eaux
- Un au Pontet :
 - Quartiers Camp Rambaud - Les Mérides - Joffre - Centre-Ville



* "Quartiers adjacents" correspond à la notion de "quartier vécu" du QPV. La notion d'impact demeure néanmoins centrale pour l'ITI du Grand Avignon : les habitants doivent être la porte d'entrée, davantage que le périmètre QPV dont on sait qu'il a été dessiné uniquement sur le logement, excluant de fait les équipements ou certains espaces publics majeurs dans les quartiers.

Une cartographie détaillée est disponible. Elle présente par quartier, les QPV et leur "Périmètre des 300 mètres" correspondant à ces "quartiers adjacents / quartiers vécus".

ANNEXE 3 RELATIVE AUX INDICATEURS

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs relatifs à cet appel à projets – *révision des cibles en cours*

- Indicateurs relevant de la **mesure 1** « Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base »

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Nom du/des QPV concernés par le projet + Détail de la population vivant dans les zones géographiques couvertes par le projet soutenu dans le/les QPV, dans le cadre des stratégies de Développement Territorial Intégré. Cet indicateur sera renseigné par l'Autorité de gestion.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement, sur la base des informations transmises par le porteur de projets.	180 000 habitants

RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans le cadre de la stratégie d'un Investissement Territorial Intégré et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue).	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.	4 stratégies soutenues
ISO51 (indicateur de réalisation)	Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou à des activités économiques de proximité*	Nombre de mètres carrés	Le porteur fournit le plan des travaux envisagés et un tableau des surfaces envisagées.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : Plan d'exécution des travaux réalisés, tableau des surfaces identifiant les locaux concernés par l'opération et éventuellement PV de réception des travaux	30 000 mètres carrés
ISR51 (indicateur de résultats)	Capacités maximales d'accueil des infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services sanitaires et sociaux**	Nombre de personnes utilisatrices	Le porteur fournit le nombre prévisionnel de personnes qui seront accueillies.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois obtenue l'autorisation d'ouverture au public (ex : commission sécurité...) et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : Document attestant de la catégorie d'ERP concerné par le projet.	2 250 personnes

***ISO51 :** on entend par « service ou activité économique de proximité », tout service (public ou privé) ou activité économique ayant un impact direct sur les habitants des quartiers concernés, en termes d'amélioration de l'offre d'emploi ou de services destinés et accessibles par les habitants des quartiers concernés.

****ISR51 :** on entend par « services sanitaires et sociaux », tout service (public ou privé) ayant un impact direct en termes d'amélioration de l'offre de services destinés et accessibles par les habitants des quartiers concernés dans les champs suivants : infrastructures à vocation éducative, sanitaire, sportive, socio-culturelle et sociale et structures d'information et d'accès au droit / infrastructures de santé / infrastructures enfance et petite enfance.

- Indicateurs relevant de la **mesure 3 « Soutien au développement de l'activité économique »**

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Nom du/des QPV concernés par le projet + Détail de la population vivant dans les zones géographiques couvertes par le projet soutenu dans le/les QPV, dans le cadre des stratégies de Développement Territorial Intégré. Cet indicateur sera renseigné par l'Autorité de gestion.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement, sur la base des informations transmises par le porteur de projets.	180 000 habitants
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans le cadre de la stratégie d'un Investissement Territorial Intégré et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue).	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde.	4 stratégies soutenues
ISO51 (indicateur de réalisation)	Surface d'infrastructures créées ou réhabilitées à vocation d'amélioration de l'accès à des services ou à des activités économiques de proximité	Nombre de mètres carrés	Le porteur fournit le plan des travaux envisagés et un tableau des surfaces envisagées.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Pièces justificatives : Plan d'exécution des travaux réalisés, tableau des surfaces identifiant les locaux concernés par l'opération et éventuellement PV de réception des travaux	30 000 mètres carrés